

Article écrit par Marco d'Eramo pour « Il Manifesto » 06/07/08

Europe

Réfugiés sans papiers, travailleurs occasionnels, jeunes vagabonds avec chiens en laisse : clochard ou SDF. Aux Halles, au centre de Paris, une association a créé un lieu de service, bagagerie, accès internet : une infrastructure collective préoccupée de la précarité de chacun

Mains Libres

C'est un local moderne, net, aux parois fragiles. Juste après l'entrée, à droite, une salle avec une longue table blanche autour de laquelle, à 7h30 du matin, sont assises six personnes. Deux hommes d'âge moyen font des mots croisés. Une jeune fille, grande perche aux lunettes et casquette de baseball, lit un journal. Un quinquagénaire se verse l'eau bouillante d'un thermos pour un café instantané. Dans une petite salle attenante, quatre ordinateurs sur six sont occupés par des navigateurs en réseau. Un Bengali d'une trentaine d'années, réfugié politique sans papiers, surveille une porte derrière laquelle s'ouvre une bagagerie d'une cinquantaine de casiers occupés par des valises, des sacs à dos.

Je suis à « *Mains libres* » : ce n'est pas ainsi qu'on s'imagine une association de sans toit (avant on les appelait *clochards* mais ils exigent dorénavant de se faire identifier par le sigle SDF : sans domicile fixe).

La grande fenêtre donne sur le jardin des Halles –une des positions les plus enviables de Paris- où naguère se dressaient les marchés du « ventre de Paris » décrit par Zola, et où depuis trente ans des jardins idylliques et de petits sentiers recouvrent un centre commercial frénétique édifié sur trois niveaux souterrains et comprenant un des centres névralgiques du trafic métro et RER de la capitale française. Mais cette vision même est éphémère parce que, suite à de nouvelles spéculations commerciales, le jardin sera recouvert d'un immense toit de plastique.

Entrer dans ces lieux n'a pas été simple, Non seulement à cause de la télécamera par laquelle on est regardé avant que s'ouvre la porte, mais surtout parce que le règlement de l'association interdit aux membres de se faire accompagner par des amis ou des connaissances qui ne sont pas inscrits.

Une bagagerie pour des vies précaires

C'est Marie-Ange Schiltz qui me parla pour la première fois de *Mains libres*.

Je l'ai connue dans les années 70 à la Maison des Sciences de l'Homme où nous étions tous les deux étudiants de Pierre Bourdieu. Elle était spécialisée en statistiques et moi j'avais à peine abandonné la physique théorique pour la sociologie. La vie nous a ensuite conduits sur des chemins différents qui n'ont pas rompu une longue amitié : j'ai vagabondé de par le monde, elle est restée à Paris où elle a toujours travaillé au Centre de Mathématiques Sociales. Elle y a collaboré aux enquêtes sur la sociologie du sida avec notre compagnon de cours Michael Pollack

(mort en 1993) à l'homosexualité revendiquée. Depuis quelques jours elle est la secrétaire du conseil d'administration de *Mains libres*.

« Tout est né à l'automne 2005 à *Accomplir*, association de défense de la qualité de la vie et de l'environnement au centre de Paris, entre les Halles et Montorgueil. *Accomplir* discutait avec la municipalité du nouveau projet des Halles. Elle discutait avec les jeunes des cités-dortoirs –où ces dernières années ont éclaté les émeutes de jeunes beurs, fils des immigrants maghrébins – pour lesquels les Halles sont la porte d'entrée de Paris. Elle discutait aussi avec les Sdf des initiatives à prendre pour rendre plus viable leur situation sans tomber dans la charité. Les Sdf sont particulièrement nombreux dans ce quartier du fait des commerces, des restaurants, de la circulation intense et des nombreux espaces extérieurs couverts. »

Le nombre des sans-toits varie en fonction des saisons mais dans le quartier ils fluctuent entre 100 et 200. Et Marie-Ange reprend « Surgit alors l'idée d'un questionnaire pour connaître les desiderata des Sdf. Mon métier est précisément de mettre en chantier de telles enquêtes et c'est ainsi qu'on m'a chargée de rédiger le questionnaire, ce que nous avons fait avec les Sdf. Le questionnaire fut un véritable succès, avec un nombre fort important de réponses. Et le résultat fut inattendu. Aucun d'entre nous ne s'attendait à ce que l'exigence la plus impérative pour les Sdf soit une bagagerie, un lieu nouveau où laisser ses biens propres sans devoir – de jour- se les coltiner constamment et – de nuit – trembler de peur qu'on ne les vole pendant leur sommeil dans la rue. Il y a à Paris d'autres bagageries pour Sdf mais elles n'ouvrent qu'un jour ou deux dans la semaine, sans régularité ni certitude. Cette exigence était plus vive entre 7 et 10h du matin, 7 et 10 h du soir. A la fin, nous avons opté pour des permanences de 7-9 et 20-22h »

Je relève ici la première contradiction de ces vies qui se veulent libres de tout lien (« Sans toit ni loi » proclamait le titre du film d'Agnès Varda avec Sandrine Bonnaire en 1985), nomades, libres de tout ancrage, qui renoncent à la propriété privée et qui cependant sont prisonniers de ces quelques pauvres objets qui deviennent à leurs yeux les plus précieux des trésors, et qu'ils traînent constamment derrière eux parce qu'ils ne savent pas où les déposer : ce n'est pas par hasard qu'aux USA les *homeless* sont appelés les *shoppingbag ladies*, les « femmes aux sacs en plastique » et que les *homeless* errent dans la rue poussant un chariot de supermarché dans lequel ils transportent leurs précieux biens.

Il fut décidé alors de créer une association qui n'aurait jamais vu le jour sans l'inlassable activité d'Elisabeth Bourguinat, docteur en lettres de 43 ans, qu'on nomme dans le quartier « la passionaria des Halles ». Les discussions concernant le statut furent très longues, en particulier autour de la question du nom à donner aux résidents fixes, sans que l'appellation soit offensante pour les Sdf. Après des débats enflammés, la dénomination Adf (avec domicile fixe) fut choisie en juin 2006. La composition du conseil d'administration fut alors fixée à 6 Sdf et 6 Adf avec une présidence et une vice-présidence tournante des uns et des autres. La première présidente fut Elisabeth Bourguinat et le nom de l'association fut décidé : ce serait *Mains libres*, au sens métaphorique de liberté (avoir les mains libres) ainsi qu'au sens propre, puisque l'association permettait aux Sdf de se déplacer « les mains libres ».

L'étape suivante consista à se tourner vers Mylène Stambouli, adjointe au maire de Paris chargée de la lutte contre l'exclusion, afin de lui demander un local où installer la bagagerie. La municipalité proposa divers lieux, tous refusés, jusqu'à ce que, en février 2007, relativement vite, on trouve ces locaux, ancienne crèche désaffectée. La solution est provisoire (dans deux ans tout l'édifice sera abattu dans le cadre de la

restructuration des Halles), mais la municipalité s'est engagée à trouver un autre lieu si l'évaluation du projet est positive. Des financements furent ensuite recherchés : des offres vinrent de Phitrust, Total, le Crédit mutuel...

Les locaux et l'argent une fois trouvés, le règlement interne fut codifié : « Heureusement que ce sont les Sdf qui l'ont décidé : il est tellement draconien que si nous l'avions proposé, nous Adf, ils ne l'auraient jamais accepté. » dit Marie-Ange. C'est ce règlement interne qui établit que les associés ne peuvent faire entrer des personnes non inscrites. Marie-Ange a donc dû demander l'autorisation de me faire entrer, accordée seulement après une discussion en bonne et due forme.

Le règlement exige aussi qu'un Sdf ne puisse postuler seul une place à la bagagerie mais doit être parrainé par une association de quartier comme Agora-Emmaüs ou Aux Captifs la Libération, afin de s'assurer que ce Sdf est un peu inséré dans le quartier et ne dépose pas un bagage pour disparaître ensuite pendant six mois. Le règlement stipule aussi que les permanences sont assurées par au moins deux personnes qui contrôlent dépôt et consigne des bagages « pour éviter les vols et les accusations » me dit Jean Redeuil. Le règlement établit dans quels cas un inscrit peut être exclu. Jusqu'à présent il y a eu deux cas : l'un parce qu'il avait écrit une lettre anonyme contre la présidente, l'autre pour propos racistes. A l'époque des expulsions il y eu une grosse discussion. Certains n'étaient pas d'accord mais les partisans de l'expulsion s'imposèrent avec l'argument : « Il faut que nous soyons traités d'égal et égal et non bénéficiaire de traitements charitables »

La *bagagerie* fut inaugurée en mars 2007 et ce dont ils sont le plus fiers est qu'elle n'a jamais fermé un seul jour, est toujours restée ouverte. « Tu ne peux pas imaginer quel travail c'est, dit Marie-Ange, me montrant le tableau des permanences. En tout nous sommes environ soixante volontaires qui assurons les permanences pour 50 casiers de dépôt. En été les volontaires Adf partent en vacances et ce sont les Sdf qui assurent principalement les présences ». « Mais nous aussi, Sdf, nous prenons des vacances » me dit Jean Redeuil, les yeux pétillants.

Le clochard on-line

Ici émerge la deuxième contradiction : offrir la liberté d'une infrastructure individuelle exige une infrastructure collective gigantesque : il est incroyable que le nombre des volontaires de permanence (60) soit, si peu que ce soit, supérieur au nombre des usagers (50). Un objectif si léger (une bagagerie) requiert un appareil tellement lourd. Tandis que nous parlons, entre Bernard Dubois qui me montre fièrement les ordinateurs (« offerts par diverses entreprises »). Dès le début les inscrits à *Mains libres* furent invités à fréquenter un cours d'informatique au centre social La Clairière qui ouvrit pour chacun une adresse mail sur Yahoo : « Maintenant l'ordinateur est devenu pour eux aussi important que le bagage et ce sont toujours les Sdf qui communiquent le plus par e-mail. Chacun ne peut utiliser son propre terminal qu'une demi-heure à la fois. La salle des ordinateurs est toujours pleine.» Ce sont les Sdf du troisième millénaire : sans toit mais on-line. Sur le site www.mainslibres.asso.fr vous trouverez les photos des locaux et des fêtes, les tableaux des permanences pour les prochains mois, les comptes-rendus des réunions.

Entre un punk, la trentaine, pantalon de cuir, chien en laisse, pointes de métal, accompagné d'une femme qui porte un grand sac à dos. Ils vont dans le vestiaire pour se changer. Une dispute survient à propos des wc, toujours occupés, (« la douche ils la prennent ailleurs ») avec un niveau d'agressivité toujours à la limite de l'explosion.

Nous parlons ici d'Sdf quasi sédentaires, qui ont une vie un peu plus stable que celle des autres. Les inscrits à *Mains libres* se divisent en fait en jeunes souvent chassés de chez eux, aux revenus moyennement bas, en « caractériels », en clandestins (*sans papiers*) et en travailleurs occasionnels précipités dans le *clochardisme*. Les plus décidés sont les *sans papiers* : pour eux l'association est un moyen d'officialiser leur propre présence. La Croix Rouge a organisé un cours de premiers secours au terme duquel des diplômes avalisés par le Ministère de l'Intérieur sont octroyés. Quand G. a reçu le sien, ce grand malien s'est mis à danser une danse de son pays, tout à la joie de détenir un premier document du ministère français de l'intérieur.

La solitude et la bureaucratie

Les alcooliques par contre n'entrent pas dans l'association ou en sortent rapidement. Le moment le plus difficile est celui où un Sdf trouve un logement fixe : il se retrouve seul, alors qu'auparavant il était avec les autres, dans la rue. Et puis, un autre problème est l'incidence énorme des maladies, des hospitalisations, des tumeurs.

Bernard Dubois organise l'étal du commerce solidaire qui expose ses marchandises (café, cacao, huile d'olive palestinienne, cartes postales) sur le petit marché jouxtant l'église Saint Eustache : « Nous confectionnons aussi des gâteaux parce qu'ainsi nous augmentons le profit avec la valeur ajoutée du travail. Nous sommes en train de demander une dérogation administrative pour obtenir la licence de vendeurs de rue octroyée d'habitude uniquement aux entreprises individuelles qui exposent leur marchandise toute la semaine alors que nous le faisons seulement une fois ou deux. »

Bernard, la cinquantaine, grand et robuste, avec des lunettes, est aussi responsable des statistiques : chaque sociétaire qui entre est répertorié par une croix sur un tableau, de même qu'est noté qui utilise son casier et quel jour. Les listing sont envoyés à la municipalité qui, tous les trois mois évalue la réussite du projet.

C'est l'ultime contradiction : que de bureaucratie requiert le fait de permettre une vie « sans loi » ! Conseillers municipaux employés aux évaluations ; réseau d'associations ; conseil d'administration de *Mains libres* avec réunions, ordres du jour ; assemblées, élections des président, vice-président, secrétaire : c'est l'impensable circuit logique de ces vies, des volontariats amorcés, des actions entreprises. C'est cet échafaudage de réalités qui peu à peu se stratifient sur les divers plans de l'existence, invisibles au regard distrait qui voit un clochard assis sur le trottoir.

Traduit par Jacqueline Rossi